

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

[C – 2021/20311]

4 FEVRIER 2021. — Arrêté ministériel portant délégation de compétences en matière d'octroi d'allocations aux personnes handicapées

La Ministre chargée des Personnes handicapées,

Vu la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées ;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration ;

Vu l'arrêté royal du 22 mai 2003 relatif à la procédure concernant le traitement des dossiers en matière des allocations aux personnes handicapées ;

Vu l'arrêté royal du 23 mai 2001 portant création du Service public fédéral Sécurité Sociale ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 1987 désignant les fonctionnaires chargés de statuer sur les demandes d'allocations aux handicapés ;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Directeur général de la Direction générale personnes handicapées du Service Public Fédéral Sécurité Sociale ou son délégué est chargé de statuer sur les demandes d'allocations aux personnes handicapées.

**Art. 2.** L'arrêté ministériel du 30 octobre 1987 désignant les fonctionnaires chargés de statuer sur les demandes d'allocations aux handicapés est abrogé.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 février 2021.

La Ministre chargée des Personnes handicapées,  
K. LALIEUX

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2021/20311]

4 FEBRUARI 2021. — Ministerieel besluit houdende delegatie van de bevoegdheid over de toekenning aan tegemoetkomingen aan personen met een handicap

De Minister belast met Personen met een beperking,

Gelet op de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming;

Gelet op koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende de procedure voor de behandeling van de dossiers inzake tegemoetkomingen aan personen met een handicap ;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 mei 2001 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 oktober 1987 tot aanwijzing van de ambtenaren die ermee belast zijn te beslissen over de aanvragen om tegemoetkomingen aan gehandicapten;

Besluit :

**Artikel 1.** De Directeur-generaal van het Directoraat -Generaal Personen met een handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid of diens gemachtigde wordt ermee belast de beslissing te treffen over de aanvragen om tegemoetkomingen aan personen met een handicap.

**Art. 2.** Het ministerieel besluit van 30 oktober 1987 tot aanwijzing van de ambtenaren die ermee belast zijn te beslissen over de aanvragen om tegemoetkomingen aan gehandicapten wordt opgeheven.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 4 februari 2021.

De Minister belast met Personen met een beperking,  
K. LALIEUX

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2021/20310]

2 FEVRIER 2021. — Arrêté royal relatif à la publication des normes ainsi qu'à leur éventuelle homologation et modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 2004 relatif aux modalités d'exécution des programmes de normalisation ainsi qu'à l'homologation ou l'enregistrement des normes

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108 ;

Vu le Code de droit économique, les articles VIII.2, VIII.4, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, VIII.9 et VIII.16, 5<sup>o</sup> ;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 2004 relatif aux modalités d'exécution des programmes de normalisation ainsi qu'à l'homologation ou l'enregistrement des normes ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 novembre 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 février 2020 ;

Vu l'avis 67.970/1 du Conseil d'État, donné le 15 octobre 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'il est nécessaire de réduire le délai entre le début des travaux de normalisation et le moment où les acteurs économiques disposent des normes ;

Considérant que les organismes internationaux et européens de normalisation réduisent la durée de leurs enquêtes ;

Considérant que le Bureau de Normalisation offre la possibilité à quiconque de consulter et de commenter les projets de normes sur une plateforme en ligne ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2021/20310]

2 FEBRUARI 2021. — Koninklijk besluit betreffende de publicatie van normen evenals hun eventuele bekrachtiging en tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 2004 betreffende de uitvoeringsmodaliteiten van de normalisatie-programma's evenals de bekrachtiging of de registratie van normen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op het Wetboek van economisch recht, de artikelen VIII.2, VIII.4, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> en 7<sup>o</sup>, VIII.9 en VIII.16, 5<sup>o</sup>;

Gelet op het koninklijk besluit 25 oktober 2004 betreffende de uitvoeringsmodaliteiten van de normalisatieprogramma's evenals de bekrachtiging of registratie van normen;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 25 november 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 5 februari 2020;

Gelet op advies 67.970/1 van de Raad van State, gegeven op 15 oktober 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de termijn tussen het begin van de normalisatiewerken en het moment wanneer de economische actoren over de normen beschikken, in te korten;

Overwegende dat de internationale en Europese normalisatie-instellingen de duur van hun onderzoeken verkorten;

Overwegende dat het Bureau voor Normalisatie iedereen de mogelijkheid biedt om de normontwerpen te consulteren en te becommentariëren op een online platform;

Considérant qu'avec les moyens de communication actuels, la durée de l'enquête publique peut être raccourcie à deux mois sans porter préjudice aux parties concernées ;

Considérant qu'une période de coexistence entre une norme et la norme qu'elle remplace permet aux parties concernées de se conformer à la nouvelle norme ;

Considérant que la durée d'une période de coexistence entre une norme et la norme qu'elle remplace doit être limitée ;

Considérant que le cadre de la décision de fixer une période de coexistence doit être déterminé de la même façon que pour le projet de norme qu'elle concerne ;

Considérant que toute norme européenne doit être transposée en norme belge ;

Considérant que le Conseil d'administration du Bureau de Normalisation ne peut s'opposer à la publication d'une norme européenne ;

Considérant qu'attendre la décision du Conseil d'administration du Bureau de Normalisation pour publier une norme européenne retarde la mise à disposition des acteurs économiques belges de cette norme ;

Considérant que les parties prenantes de la normalisation ont été régulièrement consultées sur les améliorations relatives à la publication des normes et sur l'opportunité de les apporter ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Aux fins du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le Bureau : le Bureau de Normalisation ;

2° amendement : tout document normatif par lequel une partie du contenu d'une norme est modifié, ajouté ou supprimé ;

3° version consolidée d'une norme : nouvelle version d'une norme dans laquelle les modifications ajoutés et suppressions définies dans les amendements successifs sont mis en œuvre ;

4° retrait d'une norme : suppression d'une norme à partir de la date de retrait ;

5° annulation d'une norme : suppression d'une norme avec effet rétroactif de telle sorte qu'elle est censée n'avoir jamais existé.

#### CHAPITRE 2. — Développement et adoption de normes spécifiquement belges

**Art. 2.** Pour autant que les obligations européennes ou internationales en permettent le développement, tout sujet mentionné dans le programme de normalisation et devant faire l'objet d'une norme développée et adoptée par le Bureau, est d'abord établi en français et en néerlandais par la commission de normalisation compétente sous la forme d'un avant-projet de norme ou d'amendement.

Lorsque l'avant-projet de norme est destiné à remplacer une norme, la commission de normalisation compétente se prononce sur la nécessité et sur la durée d'une période de coexistence entre les deux normes.

Cette période de coexistence ne dépasse pas :

1° 36 mois ;

2° la période de coexistence prévue par un texte réglementaire qui réfère vers les normes ;

3° la période de coexistence prévue pour les normes européennes qu'elles complètent et qui font elles-mêmes l'objet d'un remplacement.

Sur proposition de la commission de normalisation, ce texte est ensuite présenté au Bureau, en langues française et néerlandaise, avec un bref historique et, le cas échéant, avec la justification d'une période de coexistence et de sa durée.

**Art. 3.** Le Bureau soumet à une enquête publique le projet de norme ou d'amendement dès sa réception. Cette enquête est destinée à contrôler la conformité de la norme à l'intérêt général et à vérifier que le projet de norme ou d'amendement, la période de coexistence et la durée de cette période ne soulèvent aucune objection de nature à empêcher la mise en application.

L'annonce de l'enquête publique et les modalités de celle-ci sont publiées sur le site internet du Bureau.

La durée de l'enquête publique est de deux mois à dater de l'annonce publiée sur le site internet du Bureau.

Overwegende dat, met de huidige communicatiemiddelen, de duur van het openbare onderzoek tot twee maanden kan worden ingekort zonder nadeel te berokkenen aan de betrokken partijen;

Overwegende dat een periode van co-existentie tussen een norm en de norm die deze vervangt, het mogelijk maakt dat de betrokken partijen aan de nieuwe norm voldoen;

Overwegende dat de duur van een periode van co-existentie tussen een norm en de norm die deze vervangt, beperkt moet worden;

Overwegende dat het kader van de beslissing om een periode van co-existentie vast te stellen, op dezelfde wijze moet bepaald worden als het normontwerp dat het betreft;

Overwegende dat elke Europese norm omgezet moet worden in een Belgische norm;

Overwegende dat de Raad van Bestuur van het Bureau voor Normalisatie zich niet tegen de publicatie van een Europese norm kan verzetten;

Overwegende dat het wachten op het besluit van de Raad van Bestuur van het Bureau voor Normalisatie om een Europese norm te publiceren de terbeschikkingstelling ervan aan de Belgische economische actoren vertraagt;

Overwegende dat de belanghebbenden van de normalisatie regelmatig werden geraadpleegd over de verbeteringen in de publicatie van normen en over de opportuniteit om deze aan te brengen;

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK 1. — Definities

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het Bureau: het Bureau voor Normalisatie;

2° amendement: elk normatief document waardoor een deel van de inhoud van een norm gewijzigd, toegevoegd of geschrapt wordt;

3° geconsolideerde versie van een norm: nieuwe versie van een norm waarin de in opeenvolgende amendementen bepaalde wijzigingen, toevoegingen en schrappingen zijn toegepast;

4° intrekking van een norm: verwijdering van een norm vanaf de intrekingsdatum;

5° annulatie van een norm: verwijdering van een norm met terugwerkende kracht zodat deze norm geacht wordt nooit te hebben bestaan.

#### HOOFDSTUK 2. — Ontwikkeling en aanvaarding van specifiek Belgische normen

**Art. 2.** Voor zover de normontwikkeling toegelaten is krachtens Europese of internationale verplichtingen, wordt ieder in het normalisatieprogramma vermeld onderwerp dat het voorwerp moet uitmaken van een door het Bureau ontwikkelde en aanvaarde norm, eerst door de bevoegde normalisatiecommissie als een voorontwerp van norm of van amendement in het Frans en in het Nederlands opgesteld.

Wanneer het voorontwerp van norm bestemd is om een norm te vervangen, spreekt de bevoegde normalisatiecommissie zich uit over de noodzaak van een periode van co-existentie tussen de twee normen en over de duur ervan.

Deze periode van co-existentie is niet langer dan:

1° 36 maanden;

2° de periode van co-existentie bepaald door een regelgevende tekst die naar de normen verwijst;

3° de periode van co-existentie van de Europese normen die zij vervolledigen en die zelf het voorwerp van een vervanging zijn.

Op voorstel van de normalisatiecommissie wordt deze tekst vervolgens aan het Bureau aangeboden, in de Franse en de Nederlandse taal, met een korte historiek en, in voorkomend geval, met de rechtvaardiging van een periode van co-existentie en de duur ervan.

**Art. 3.** Het Bureau onderwerpt het ontwerp van norm of amendement aan een openbaar onderzoek onmiddellijk na ontvangst ervan. Dit onderzoek is bestemd om de conformiteit van de norm met het algemeen belang te controleren en om na te gaan of het ontwerp van norm of amendement, de periode van co-existentie en de duur van deze periode geen enkel bezwaar oproepen dat van die aard is de toepassing ervan te beletten.

De aankondiging van het openbaar onderzoek en de modaliteiten ervan worden gepubliceerd op de website van het Bureau.

De duur van het openbaar onderzoek bedraagt twee maanden vanaf de datum van publicatie van de aankondiging op de website van het Bureau.

En cas de nécessité motivée, la commission de normalisation peut fixer une durée supérieure, qui ne peut excéder trois ans. Cette durée supérieure ainsi que la motivation sont communiquées par la commission de normalisation au Bureau.

Les observations recueillies au cours de l'enquête publique sont soumises par le Bureau, à la commission de normalisation compétente. Celle-ci en tient compte, dans la mesure du possible, pour l'élaboration de la norme définitive.

Les auteurs d'observations qui en font la demande formelle sont entendus par la commission de normalisation à l'occasion de l'examen des observations.

À l'issue de cette procédure, la commission de normalisation rédige un rapport d'enquête indiquant les suites données à chaque observation.

**Art. 4.** Sans préjudice des dispositions de l'article 5, le Conseil d'administration du Bureau décide de :

- 1° publier le texte résultant d'une enquête publique, en tant que norme ou de version consolidée de la norme ;
- 2° annuler un projet de norme mis à l'enquête ;
- 3° retirer une norme et, le cas échéant, proposer le retrait d'homologation de cette norme ;
- 4° fixer une période de coexistence entre une norme à publier et la norme qu'elle remplace ;
- 5° annuler une norme retirée.

Toute décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> repose sur une proposition de la commission de normalisation compétente, communiquée au Bureau avec, si nécessaire, un bref texte justificatif ou le rapport d'enquête ou, en l'absence de la commission de normalisation compétente, sur une proposition du Bureau.

Lorsqu'un amendement est adopté, la publication concerne la version consolidée de la norme.

**Art. 5.** Un projet de norme est annulé de plein droit :

- 1° à la date de publication de la norme définitive correspondante, quel que soit le statut de celle-ci ;
- 2° à défaut, à l'expiration de la période de trois années prenant cours à la clôture de l'enquête publique.

#### CHAPITRE 3. — *Adoption de normes et documents étrangers, européens ou internationaux comme normes belges*

**Art. 6.** Les normes européennes ainsi que les normes pour lesquelles le respect d'accords internationaux l'impose, sont automatiquement adoptées et publiées par le Bureau.

**Art. 7.** Le Bureau peut publier comme norme belge les documents suivants, pour autant qu'ils ne soient pas en contradiction avec la législation belge, ou en retirer la publication comme norme belge :

- 1° les normes ou publications normatives des organisations internationales de normalisation, pour autant que les obligations européennes le permettent ;
- 2° les publications normatives des organisations européennes de normalisation ;
- 3° les normes ou publications normatives des organisations étrangères de normalisation, pour autant que les obligations européennes le permettent ;
- 4° certains documents normatifs élaborés par les commissions de normalisation, pour autant que les obligations européennes ou internationales le permettent.

Toute décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> repose sur soit :

- 1° une proposition de la commission de normalisation compétente, communiquée au Bureau ;
- 2° une proposition du Bureau et l'accord de la commission de normalisation compétente ;
- 3° en l'absence d'une commission de normalisation compétente, une proposition du Bureau fondée sur une analyse approfondie et l'accord du Conseil d'administration du Bureau.

**Art. 8.** Le texte adopté en application des articles 6 ou 7 est précédé d'une page de garde donnant tout les renseignements nécessaires quant à l'identification de la norme et son statut.

#### CHAPITRE 4. — *Publication des normes*

**Art. 9.** La publication et le retrait de normes sont annoncés sur le site internet du Bureau.

In geval van gemotiveerde noodzakelijkheid, kan de normalisatiecommissie een langere duur vastleggen die de drie jaar niet mag overtreffen. Deze langere duur evenals de motivering ervan worden door de normalisatiecommissie gemeld aan het Bureau.

De opmerkingen ontvangen in de loop van het openbaar onderzoek worden door het Bureau overgemaakt aan de bevoegde normalisatiecommissie. Deze houdt hiermee, in de mate van het mogelijke, rekening bij de uitwerking van de definitieve norm.

De opstellers van opmerkingen die een formeel verzoek indienen, worden door de normalisatiecommissie gehoord ter gelegenheid van het onderzoek van de opmerkingen.

Na afloop van deze procedure stelt de normalisatiecommissie een onderzoeksrapport op, met weergave van de aan de opmerkingen gegeven gevolgen.

**Art. 4.** Onverminderd de bepalingen van artikel 5, beslist de Raad van Bestuur van het Bureau:

- 1° om de tekst voortgekomen uit het openbaar onderzoek als norm of als geconsolideerde versie van de norm te publiceren;
- 2° om een ter onderzoek gesteld ontwerp van norm te annuleren;
- 3° om een norm in te trekken en, in voorkomend geval, de intrekking van de bekrachtiging van deze norm voor te stellen;
- 4° over de periode van co-existentie van de te publiceren norm en de norm die hij vervangt;
- 5° om een ingetrokken norm te annuleren.

Iedere beslissing bedoeld in het eerste lid berust op een voorstel van de bevoegde normalisatiecommissie, meegedeeld aan het Bureau, met, indien nodig, een korte tekst ter verantwoording of het onderzoeksrapport, of bij het ontbreken van een bevoegde normalisatiecommissie, op een voorstel van het Bureau.

Wanneer een amendement wordt aanvaard, betreft de publicatie de geconsolideerde versie van de norm.

**Art. 5.** Een ontwerp van norm wordt van rechtswege geannuleerd:

- 1° op de datum van publicatie van de corresponderende definitieve norm, ongeacht het statuut van deze;
- 2° bij ontstentenis hiervan, na een periode van drie jaar vanaf de datum van de beëindiging van het openbare onderzoek.

#### HOOFDSTUK 3. — *Aanvaarding van buitenlandse, Europese of internationale normen en documenten als Belgische normen*

**Art. 6.** De Europese normen evenals de normen waarvoor de naleving van internationale akkoorden dit vereist, worden automatisch aanvaard en gepubliceerd door het Bureau.

**Art. 7.** Het Bureau kan de volgende documenten als Belgische norm publiceren, voor zover ze niet in strijd met de Belgische wetgeving zijn, of de publicatie ervan als Belgische norm intrekken:

- 1° de normen of normatieve publicaties van de internationale normalisatieorganisaties, voor zover de Europese verplichtingen dit toelaten;
- 2° de normatieve publicaties van de Europese normalisatieorganisaties;
- 3° de normen of normatieve publicaties van de buitenlandse normalisatieorganisaties, voor zover de Europese verplichtingen dit toelaten;
- 4° bepaalde normatieve documenten, uitgewerkt door de normalisatiecommissies, voor zover de Europese of internationale verplichtingen dit toelaten.

Iedere beslissing bedoeld in het eerste lid berust op ofwel:

- 1° een voorstel van de bevoegde normalisatiecommissie, meegedeeld aan het Bureau;
- 2° een voorstel van het Bureau en het akkoord van de bevoegde normalisatiecommissie;
- 3° bij het ontbreken van een bevoegde normalisatiecommissie, een op een grondige analyse gebaseerd voorstel van het Bureau en het akkoord van de Raad van Bestuur van het Bureau.

**Art. 8.** De in toepassing van de artikelen 6 of 7 aanvaarde tekst wordt voorafgegaan door een bladzijde die alle noodzakelijke inlichtingen bevat met betrekking tot de identificatie van de norm en zijn statuut.

#### HOOFDSTUK 4. — *Publicatie van de normen*

**Art. 9.** De publicatie en de intrekking van normen worden vermeld op de website van het Bureau.

**Art. 10.** Le Bureau publie et met à jour la liste des normes adoptées et des normes homologuées, mentionnant la référence, la dénomination ainsi que les dates d'adoption et de retrait de la norme et, le cas échéant, les dates d'homologation et de retrait d'homologation, sur son site internet.

#### CHAPITRE 5. — Homologation de normes

**Art. 11.** Toute norme publiée par le Bureau peut être homologuée par Nous sur demande motivée.

Le Conseil d'administration du Bureau examine la demande et communique son avis au demandeur et au ministre qui a l'Economie dans ses attributions dans les cinq jours ouvrés suivant l'avis.

CHAPITRE 6. — *Modification de l'arrêté royal du 25 octobre 2004 relatif aux modalités d'exécution des programmes de normalisation ainsi qu'à l'homologation ou l'enregistrement des normes*

**Art. 12.** Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 25 octobre 2004 relatif aux modalités d'exécution des programmes de normalisation ainsi qu'à l'homologation ou l'enregistrement des normes, les mots « ainsi qu'à l'homologation ou l'enregistrement des normes » sont supprimés.

**Art. 13.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté royal, les 2° à 5° sont abrogés.

**Art. 14.** Dans l'article 3, alinéa 2, du même arrêté, les mots « 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 3 avril 2003 » sont remplacés par les mots « VIII.10, § 1<sup>er</sup>, du Code de droit économique ».

**Art. 15.** L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Le fonctionnement des commissions est régi par un règlement général approuvé par le Conseil d'administration du Bureau.

Un opérateur peut compléter le règlement général par un règlement particulier qu'il soumet à l'approbation du Conseil d'administration du Bureau. ».

**Art. 16.** Les articles 2 et 16 à 28 du même arrêté sont abrogés.

#### CHAPITRE 7. — Entrée en vigueur

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 18.** Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 février 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,  
P.-Y. DERMAGNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2021/20314]

2 FEVRIER 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 janvier 2011 relatif à la sécurité des jouets, en ce qui concerne l'aluminium et le formaldéhyde

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code du droit économique, l'article IX.4, § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi du 25 avril 2013 et modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 2017 ;

Vu l'arrêté royal du 19 janvier 2011 relatif à la sécurité des jouets ;

Vu l'avis 68.542/1 du Conseil d'Etat, donné le 7 janvier 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose la directive (UE) 2019/1922 de la Commission du 18 novembre 2019 modifiant, aux fins de l'adaptation aux progrès techniques et scientifiques, l'annexe II, partie III,

**Art. 10.** Het Bureau publiceert en actualiseert de lijst van de aanvaarde normen en van de bekrachtigde normen, met vermelding van de referentie, de benaming evenals de data van aanvaarding en van intrekking van de norm en, in voorkomend geval, de data van de bekrachtiging en van intrekking van de bekrachtiging, op zijn website.

#### HOOFDSTUK 5. — Bekrchtiging van normen

**Art. 11.** Iedere norm gepubliceerd door het Bureau kan door Ons bekrachtigd worden op gemotiveerd verzoek.

De Raad van Bestuur van het Bureau onderzoekt de aanvraag en deelt zijn advies aan de aanvrager en aan de minister bevoegd voor Economie mee binnen de vijf werkdagen die op het advies volgen.

HOOFDSTUK 6. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 2004 betreffende de uitvoeringsmodaliteiten van de normalisatieprogramma's evenals de bekrachtiging of de registratie van normen*

**Art. 12.** In het opschrift van het koninklijk besluit van 25 oktober 2004 betreffende de uitvoeringsmodaliteiten van de normalisatieprogramma's evenals de bekrachtiging of de registratie van normen worden de woorden "evenals de bekrachtiging of de registratie van normen" geschrapt.

**Art. 13.** In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de bepalingen onder 2° tot 5° opgeheven.

**Art. 14.** In artikel 3, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "11, § 1, van de wet van 3 april 2003" vervangen door de woorden "VIII.10, § 1, van het Wetboek van economisch recht".

**Art. 15.** Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 4. De werking van de commissies wordt geregeld door een algemeen reglement goedgekeurd door de Raad van Bestuur van het Bureau.

Een operator mag het algemeen reglement met een specifiek reglement aanvullen dat hij ter goedkeuring aan de Raad van Bestuur van het Bureau voorlegt."

**Art. 16.** De artikelen 2 en 16 tot 28 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

#### HOOFDSTUK 7. — Inwerkingtreding

**Art. 17.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 18.** De minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 februari 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
P.-Y. DERMAGNE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2021/20314]

2 FEBRUARI 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 januari 2011 betreffende de veiligheid van speelgoed, wat betreft aluminium en formaldehyde

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikel IX.4, § 1, ingevoegd bij de wet van 25 april 2013 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 december 2017;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 januari 2011 betreffende de veiligheid van speelgoed;

Gelet op advies 68.542/1 van de Raad van State, gegeven op 7 januari 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Dit besluit strekt tot omzetting van richtlijn (EU) 2019/1922 van de Commissie van 18 november 2019 tot wijziging, met het oog op aanpassing aan de technische en wetenschappelijke